

Le plan Louette : une autoroute vers la privatisation

En l'absence d'une mobilisation forte du personnel, le risque est grand de voir Louette et une direction désormais composée à sa main faire tranquillement passer son plan stratégique, qui conduira à moyen terme à la privatisation et à la mise en cause de notre mission première d'agencier.

Le PDG Pierre Louette a donc fini par livrer aux personnels son projet de casse du statut et de transformation de l'AFP. Lors d'un CE, il a également informé les élus qu'un projet de loi pourrait être prêt "très rapidement", tout en jurant qu'aucun projet de ce type n'avait été préparé dans nos murs, le changement de statut pouvant intervenir "d'ici à la fin de l'année". Compte tenu des vacances estivales et du délai entre l'adoption d'un projet de loi en Conseil des ministres et son examen au parlement, cela revient à réduire à la portion congrue le débat interne sur cet enjeu fondamental.

Ainsi l'Agence France-Presse, un des acquis de la Libération, propriété de la nation, serait bradée sans qu'un véritable débat ait pu avoir lieu ailleurs que dans les salons feutrés de l'Assemblée ou de l'Elysée, et surtout pas à l'intérieur de l'agence.

L'étatisation...

Comment une "*société nationale à capitaux publics*" serait-elle perçue autrement que comme une entreprise d'Etat ? C'est évidemment le contraire qui serait vrai : on entend déjà les commentaires désobligeants de nos principaux concurrents (et aussi clients) anglo-saxons. Sans parler de l'attitude des politiques de tous bords qui ont parfois tendance à penser que l'AFP doit être "aux ordres" : pourquoi se priver face à une entreprise "nationale" renflouée par des fonds de l'Etat ?

Faire une SA, c'est se plier à l'ukase sarkozien inscrit dans le COM, où le désengagement de l'Etat est quasiment inscrit noir sur blanc.

Faire de l'AFP une SA à capitaux publics, c'est la placer dans un état de subordination juridique à l'égard de l'Etat, c'est la fin de l'indépendance structurelle de l'Agence. La fin de son indépendance rédactionnelle aussi. On n'ose imaginer par exemple dans quel inconfort sera placé le service économique lorsqu'il s'agira de rendre compte de l'attitude de la Caisse des dépôts et consignations, bras armé de l'Etat dans l'économie française, surtout en cas d'information sensible. Et qui imagine sérieusement que la Fondation censée nous protéger des interventions extérieures puisse jouer efficacement son rôle au quotidien ?

...puis la privatisation

Qui promet de ne "jamais privatiser" une entreprise publique peut très bien le faire par la suite. Le PDG prétend avec son projet protéger contre toute privatisation future une AFP "refondue". Les promesses, fussent-elles faites à la tribune de l'Assemblée nationale, n'engagent que ceux qui les croient, comme nous avons pu le constater avec Gaz de France ou autres...

Les soubresauts les plus violents de la crise économique une fois apaisés, nul doute que Nicolas Sarkozy réenfourchera le cheval du libéralisme à tout va.

Pierre Louette écrit qu'il "*appartiendra à la loi de prévoir que le capital ne pourra être transféré à des intérêts privés*" (page 26 de son rapport). Saugrenue, farfelue, extravagante, on ne sait quel est le qualificatif le plus adapté à cette proposition. Est-il concevable que le législateur renonce par avance à légiférer à nouveau sur le même dossier ? Si d'aventure elle figurait, cette clause totalement absurde serait immanquablement censurée par le Conseil constitutionnel. Voilà en tout cas une preuve que Pierre Louette nous prend pour des imbéciles.

Rappelons-nous surtout que l'initiative de changer le statut est inscrite dans le COM signé il y a quelques mois. Ce Contrat d'objectifs et de moyens prévoit une croissance annuelle des recettes de 4,7 % par an hors convention avec l'Etat - un objectif totalement irréaliste et qui l'est encore plus depuis l'entrée en récession.

La ficelle est un peu grosse : en 2013, le Conseil d'administration viendra sans doute s'apitoyer sur "les résultats insuffisants" de l'AFP et décrètera qu'il est urgent d'"ouvrir le capital".

Un tel scénario est d'autant plus crédible que, de l'aveu du PDG à tous ses interlocuteurs, y compris en comité d'entreprise, l'évolution du marché des médias est marqué par "*une très grande incertitude*". Personne n'a encore trouvé comment rentabiliser l'information mise en ligne gratuitement sur les sites Internet. Selon les estimations du PDG, qui sont peut-être optimistes, il faut pas moins de 15 internautes pour remplacer le revenu tiré d'un seul lecteur "papier" ! Donc, on ne sait pas où on va, mais Pierre Louette nous promet un grand saut dans le vide en changeant de statut.

Le PDG lance des leurres

Dans le projet Louette il y aurait au centre la "*mission d'intérêt général*" non rentable et soumise à l'aide financière de l'Etat et, gravitant autour, la nébuleuse du nouveau monde merveilleux des produits "rich media", tout-multimédia-relax.

Il est noté page 27 du rapport que le futur statut formaliserait "*la contractualisation avec l'Etat des missions d'intérêt général dont l'AFP a la charge, et les modalités de financement de ces missions ; centrées sur le rayonnement de la France et du français, elles pourraient également concerner l'aide à la presse et aux médias*".

Pourquoi réduire cette mission aux seuls services en français ? Pour quelle raison la subordonner à l'aide de l'Etat ? Dans un monde où on ne cesse de parler de mondialisation, et une Europe dont sont issues cinq de nos six langues de travail, pourquoi une proposition si limitée ? Sur ce point, comme sur d'autres, le projet de Pierre Louette représenterait un recul, et non pas une avancée.

Autre leurre, la Fondation qui serait à la fois chargée de lever des fonds et de garantir l'indépendance de l'AFP. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette idée n'a guère les faveurs du ministère de la Culture. "*Ce n'est pas une tradition française*", selon un conseiller de Christine Albanel et dépendre de généreux donateurs soucieux de réduire leurs impôts ferait peser "*un aléa colossal sur le budget*". Exit donc la Fondation, il ne reste plus que la Société anonyme.

Des projets flous à la rentabilité incertaine, sauf si...

Le caractère vague du catalogue de projets contenus dans le rapport doit faire réfléchir : derrière la phrase fourre-tout du "tout-multimédia", il y a en fait une volonté d'atomiser l'agence, une petite structure au centre de sociétés satellites.

Parmi le foisonnement de projets para-journalistiques évoqués par M. Louette - citons en vrac l'"*animation rédactionnelle pour compte de tiers*", la renaissance de feu les "*pages froides*", la "*collecte et diffusion des communiqués de presse*", "*le Corporate*" service publi-reportage existant déjà à la photo et qui serait étendu au texte - quels sont ceux qui ont réellement une chance d'être bénéficiaires ?

La construction est fragile : il ne suffit que d'un ou deux qui ne marchent pas ou qui génèrent des pertes pour que la rentabilité de l'ensemble soit fatalement compromise sauf si... chaque élément du catalogue est fabriqué par des sous-traitants, des filiales ou revendus au plus offrant.

Comme le SNJ-CGT l'a déjà fait remarquer, le palmarès à ce jour de la direction Louette en ce qui concerne les projets para-journalistiques divers et variés est loin d'être brillant.

L'AFP peut-elle survivre à un autre échec du style "Newswag", dont le PDG lui-même a reconnu, lors du CE du 20 avril, qu'il ne "*marche pas très bien*" ou bien à un Citizenside bancal ? Non sauf si...

Pierre Louette, alors second de Eveno, approuvait déjà en 2003 la "départementalisation" du service photo, tentative de privatisation du service avortée grâce à la vigilance des organisations syndicales et notamment du SNJ-CGT.

Et le journalisme dans tout ça ?

Ce qui paraît clair, par contre, est que Pierre Louette, membre du cabinet Balladur puis fondateur de l'agence de communication ConnectWorld, ne croit pas aux vertus du journalisme, celui qui vérifie, enquête et ne se plie pas aux modes passagères.

Tout est dit dans la première phrase de son rapport, "*l'agence de presse, dont le fonctionnement repose sur la religion du fait, a longtemps été la pierre angulaire du marché de l'information*" puis en suivant il donne le ton de son programme en affirmant que "*les conditions de la (sa) crédibilité de l'agence constituent également une contrainte*".

Le communicant Pierre Louette, et son clan, n'est pas un "inconditionnel de la "modernité" dit-il. Il feint pourtant de croire en l'idée fumeuse selon laquelle, à l'ère de YouTube et des téléphones portables photographiques, "tout le monde peut être journaliste". Il feint de croire à une information faite d'infos et d'images de deuxième main retrouvées sur Internet et "agrégées" par des rédactions scotchées derrière des écrans aux mains de publicitaires.

De même vient-il d'embaucher comme consultant - et futur dauphin ? - un homme, Frédéric Filloux, qui a fait la plus grande partie de sa carrière à ce jour dans la presse gratuite et qui connaît bien l'AFP : "*Je passe mon temps à dire qu'il faut qu'on supprime notre abonnement à l'AFP, c'est une charge financière colossale.*" (Libération, le 13 mars 2007)

Une "aveuglante fascination pour la modernité" au service de "think tanks"

Dans son document M. Louette se défend, pour la nième fois, contre l'accusation selon laquelle il serait animé par une "aveuglante fascination pour la modernité".

Le SNJ-CGT, qui s'honore d'être à l'origine de cette accusation scandaleuse, persiste et signe.

Dans l'équipe Louette, aujourd'hui complétée par l'homme de la gratuité, Frédéric Filloux, tout se passe comme si le journalisme de nos jours pouvait se réduire à une question de technologie.

Idee qui est hélas trop courante sur les forums Internet américains fréquentés par certains de nos "penseurs AFP Mediawatch" du sixième qui n'ont comme références que des consultants prêts à tout pour répandre leurs idées sur la "mort prochaine du papier" ou "l'inéluctabilité du tout-gratuit".

Tout le contenu du rapport Louette annonce la mort de L'AFP et la perte de ses missions.

Loin de nous défendre contre le "tout-gratuit" cher à M. Filloux et le "journalisme citoyen de tout le monde", notre direction cite complaisamment ces travers pour justifier son projet de casse. A qui profite le crime ?

Au moment même où certains grands acteurs du secteur - par exemple Associated Press et Rupert Murdoch - commencent à se rebeller contre le bradage des informations de presse, M. Louette et son équipe s'avancent à contre-courant et persistent.

Pire encore, ils veulent nous faire croire à la possibilité de récupérer les revenus perdus, sur ce qu'ils appellent les clients "*traditionnels*", en misant sur un secteur où les coûts d'entrée sont quasi-nuls, où les recettes sonnantes et rébuchantes n'existent pratiquement pas et dont l'avenir est aléatoire.

C'est l'avenir du personnel et le destin de l'agence qui sont en jeu.

Le statut de 1957 a bon dos

Le PDG affirme dans son texte que "*les conditions même de sa crédibilité [celle de l'agence] constituent également des contraintes*".

Avec aplomb et la mémoire courte, il écrit que le statut de 1957 a privé l'agence d'"une véritable capacité de développement" en prenant comme exemple quelques ratages (info financière, vidéo internationale dans les années 90...) mais en oubliant de dire que tout cela est dû aux erreurs stratégiques de ses différents prédécesseurs. Telle la fermeture programmée dans les années 80 du service photo, aujourd'hui bénéficiaire et sauvé à l'époque grâce à la résistance des organisations syndicales et du personnel.

M. Louette nous fait pourtant, plus loin dans son texte, la démonstration que le statut n'a rien empêché, bien au contraire et ce malgré des partenariats douteux : "*Des partenariats ont été noués avec CBS (pour la couverture nord-américaine), Getty (pour le "red carpet" notamment) ou Paris-Modes (défilés de mode). L'Agence entend poursuivre cette logique et même l'intensifier dans des domaines tels que le sport, l'économie ou la finance,*" écrit-il. Continuant dans une sémantique qui oppose deux visions pour qualifier les adaptations de l'AFP depuis des années, il écrit que "*l'AFP a su depuis 1957 accompagner la naissance de nouvelles familles de clients...*" et qu'elle "*peut revendiquer une tradition (?) d'adaptation*".

Zorro-Louette est arrivé. Se positionnant en homme providentiel qui va sauver l'agence d'une tradition archaïque, il se pose la question : "*comment donner à l'Agence France-Presse les moyens de relever des défis sans équivalent depuis sa création ?*" Réduisant les propos de Jean Marin sous les termes de "*jolie expression*" et de "*Statut de la liberté*" pour mieux le qualifier ensuite de "*statut du statu quo*", il fait mine de se mettre lui-même en position dynamique face au statut qui ne donne "*aucune chance de se réinventer*", de "*se développer*", de "*bousculer les*

évidences". Tout cela, naturellement sans aucune "*fascination pour la modernité*" face à la "*fatalité*" à "*rester tel qu'on est*".

Page 2, il nous donne en exemple Reuters et ses 22 000 salariés en oubliant que l'agence de presse britannique a depuis été vendue et revendue avec de multiples licenciements au passage !

Page 10, il défend et affirme l'idée de "*thématiques porteuses*", et affirme que "*La prise en compte des nouvelles thématiques les plus prisées par les lecteurs, spectateurs, auditeurs et internautes (environnement, nouvelles technologies, santé, vie pratique) doit être renforcée*".

Sur quelles études se base-t-il et selon quels critères ? Aucune référence ni rappel ne sont signalés à l'issue de ce paragraphe.

L'indépendance jusqu'où ?

Au delà du cœur de métier et de la mission d'intérêt général (fondation et francophonie) qu'il subordonne à un engagement de l'Etat, le PDG justifie la création de filiales-gadget, la participation ou l'association avec des sociétés de ventes de contenus tout multimédias.

Sans peur de la contradiction et après avoir parlé au début de son rapport d'"*indépendance rédactionnelle*", il annonce page 14 les services aux entreprises (corporate) comme "*la collecte et diffusion à travers le monde de documents de communication d'entreprises (photo et vidéo)*" en "*tirant parti des productions existantes, du réseau de journalistes, photographes et vidéastes déjà en place pour les développer*". Indépendance jusqu'où ?

Et avant une déclaration de bonnes intentions qui ne mange pas de pain et soulignée en gras, "*la plus belle des libertés, celle de se forger une opinion*", il dévoile ses intentions en disant vouloir s'appuyer sur d'autres concours, hors celui de l'Etat (sans doute pour satisfaire aux désirs du prince) pour que "*la dimension économique des (de ses) projets de l'agence trouve des soutiens économiques*".

Selon lui, "*dans une période de crise (..) le modèle stratégique doit être repensé, adapté pour être enrichi : une nouvelle stratégie doit permettre à l'agence de répondre au bouleversement du modèle d'affaires de ses clients traditionnels et au même moment de tirer parti de l'avènement de nouveaux modèles numériques*". Peut-être. Mais cela justifie-t-il la casse du statut alors que depuis des mois les Etats se réengagent et réinjectent des capitaux dans les banques, les entreprises automobiles et autres secteurs en difficulté ?

Nouveaux locaux rue Vivienne : le "cœur" de l'agence ?

Lors du Comité d'entreprise du 20 avril, Pierre Louette nous a également causé "locaux", avec un beau document à la clé pour montrer comme la future rédaction en chef "tous-métiers, tout multimédia et tout à l'avenant" pouvait être mise en place sans nous déménager, du moins la plupart d'entre nous, de notre siège historique.

Il propose d'installer son nouveau joujou hi-tech non pas dans l'immeuble du siège, mais dans des "plateaux" excentrés, rue Vivienne. Bref, sous prétexte de tout centraliser, on décentralise, mais de l'autre côté de la rue. Les services techniques et administratifs, et également la majeure partie des services de production journalistiques, resteraient place de la Bourse.

Lors d'une consultation du Comité sur ce projet saugrenu, présentée comme un vote uniquement sur le principe de louer des nouveaux locaux et non pas sur la finalité de ces locaux, le SNJ-CGT s'est abstenu.

M. Louette a tenté de présenter ce projet bizarre comme une bonne nouvelle : on ne quitterait pas le quartier de la Bourse. Mais il y aurait bel et bien une coupure, qui pourrait non seulement poser des problèmes insolubles sur le plan organisationnel mais également présager des décentralisations, voire des externalisations, encore plus sinistres à l'avenir !

Le SNJ-CGT appelle le personnel à refuser ces funestes projets : il faut stopper le plan Louette-Sarkozy et empêcher la casse de l'Agence France Presse. Aujourd'hui, c'est l'avenir du personnel et le destin de l'agence qui sont en jeu.

Le personnel doit exprimer de manière claire et nette sa défiance à l'égard de ce projet, et s'engager dans des actions fortes au cours des jours et des semaines à venir.

SNJ-CGT-AFP, le 9 juin 2009